

Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire

Une réflexion prospective

Pierre Janin¹
Sandrine Dury²

¹ Umr 201 « Développement et sociétés »
Université de Paris I/IRD
ledes
45 bis, avenue de la Belle-Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne cedex
France
<Pierre.Janin@ird.fr>

² Cirad
Umr Moisa
F-34398 Montpellier
France
<sandrine.dury@cirad.fr>

Résumé

La lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a connu des succès relatifs au cours des décennies passées en Afrique subsaharienne, grâce à certaines innovations techniques et à la mobilisation de nouveaux acteurs. Mais, avec la pérennisation des situations « à risque », la complexification des contextes « de crise », les interactions imprévues et les changements « d'échelle », les effets de telles actions s'avèrent de plus en plus limités. Les enjeux globalisés et renouvelés de la sécurité alimentaire (convergence entre droits, capacités, inégalités, vulnérabilités...) en appellent non seulement à la mise au point de nouveaux instruments techniques et politiques mais plus encore à un changement de paradigme.

Mots clés : crise agricole ; crise alimentaire ; développement agricole ; disponibilité alimentaire ; politique agricole ; politique alimentaire ; nutrition ; ressource alimentaire.

Thèmes : alimentation, consommation, nutrition ; territoire, foncier, politique agricole et alimentaire.

Abstract

The new frontiers of food security. A prospective review

The struggle against food and nutrition insecurity has achieved relative success during the past few decades: the widespread use of technical innovations (in risks prediction, in agricultural intensification or in ready-to-use therapeutic foods) has been combined with the reshaping of the political and humanitarian environment. Still, as risky situations and food crises continue, these sectorial actions are no longer functional and effective. These "new or variant food crises" are more difficult to anticipate and more complex to solve because of multi-dimensional and multi-level scales along with unpredictable interactions between risks, perceptions and actions, in addition to competition between actors. The challenges concerning securing food are so important that revising our way of thinking has now become a must. This leads us to reverse the perspective and to no longer consider the fight against food insecurity in terms of quantified targets and standards but rather as a process made up of uncertainties, trials and errors, and of various arrangements owing to existing power relations. Using the concept of "securing food" seems more appropriate to give a full account of the diverse achievements as well as of the remaining challenges in this broadened field of inquiries, which encompasses the agro-environmental issue (related to future effects of climate change), the nutritional sphere, as well as problems of rights, inequality, vulnerability and resilience.

Key words: agricultural crisis; agricultural development; agricultural policy; food availability; food crisis; food policy; food resources; public nutrition.

Subjects: consumption, food, nutrition; territory, land use, agricultural and food production policy.

Pour citer cet article : Janin P, Dury S, 2012. Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. Une réflexion prospective. *Cah Agric* 21 : 285-92. doi : 10.1684/agr.2012.0585

L'insécurité alimentaire élargie : ce qui est visible et ce qui l'est moins

Ne pas pouvoir manger, chaque jour, à sa faim, des aliments diversifiés et sains pour mener une vie active est, aujourd'hui encore, une réalité banale pour des millions de personnes en Afrique subsaharienne. Mais si la faim parvient à faire la une des journaux, c'est presque uniquement en cas de « crise alimentaire conjoncturelle aiguë » pour ne plus dire « famine », terme trop ostracisant, et c'est surtout par un traitement émotionnel de l'information (Janin, 2010a) : la violence des corps décharnés ou des émeutes urbaines, mieux que les discours d'experts, servent d'habiles déclencheurs politiques et humanitaires (Dauvin, 2006).

Car la récurrence des événements extrêmes – notamment en zone sahélienne depuis une décennie – a des effets ambivalents : elle renforce l'aide d'urgence au détriment des autres types d'aides alimentaires ; elle tend à les banaliser et, par contrecoup, à éroder la mobilisation des donateurs (WFP, 2011). Il faut bien reconnaître que l'émergence de crises « complexes » et « durables » dans le domaine alimentaire a de quoi décourager (Khanna, 2009 ; Lang, 2010 ; Janin et de Suremain, 2012). Non que l'on soit dépourvu de capacités d'initiative ou de moyens concrets pour intervenir (les articles de ce dossier ouvrent ainsi quelques perspectives dans le champ technique, sociétal et politique), mais bien davantage parce que ces crises résistent désormais de plus en plus à l'analyse et que les moyens mis en œuvre restent souvent inadapés ou insuffisants.

En effet, si certaines crises s'imposent, avec un caractère presque inéluctable, compte tenu de la conjonction tendancielle de plusieurs facteurs défavorables (péjoration des conditions agro-écologiques, forte croissance démographique, pression accrue sur les ressources, faiblesses des investissements, carence des politiques, insécurité politique, etc.) à l'instar de la bande sahélienne qui s'étend de la

Mauritanie au Soudan et à la corne de l'Afrique, d'autres gardent une certaine imprévisibilité : elles peuvent à la fois être mal anticipées, interprétées avec difficulté, y compris par les experts, à l'exemple de la crise mondiale de 2007 à 2008, ou minimisées par les gouvernants nationaux comme au Zimbabwe ou au Niger en 2005 (Crombé et Jézéquel, 2007 ; Olivier de Sardan, 2008).

On peut donc légitimement s'interroger sur la pertinence actuelle des interventions menées, souvent sectorisées ou ponctuelles, au détriment de politiques de long terme. Ainsi en est-il des différents dispositifs en charge de la prévention et de la gestion des crises. Certes, on a affiné leur maillage spatial et statistique, certes, on a récemment intégré des indicateurs nutritionnels (Bonnetcase, 2012), mais la recherche de causes immédiates, internes ou externes l'emporte encore souvent sur l'analyse des processus eux-mêmes et de leurs interactions en temps réel. Ces mêmes dispositifs sont moins monolithiques et s'ouvrent peu à peu à la concertation et à la négociation avec de nouveaux acteurs (ONG et associations), mais la chaîne de décision reste souvent lente et opaque, les coordinations sont encore faibles (Maxwell et Parker, 2012), en dépit de démonstration ponctuelle d'efficacité dans la crise nigérienne de 2010 à 2011 (Michiels *et al.*, 2012). La tendance est également à faire un usage de plus en plus fréquent d'un savoir d'apparence scientifique mais dont le contenu est approximatif et simplifié et à vocation essentiellement communicationnelle (Swinnen, 2011) : les cartes présentant des zones de « faim » en fonction de l'intensité du phénomène sont ainsi très prisées sur la base de l'*Integrated Food Security and Humanitarian Phase Classification* (IPC, 2008) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ou sur celle du *Global Hunger Index* calculé par l'IFPRI (2010). Cette évolution peut s'expliquer par la compétition croissante entre institutions internationales et entre ONG qui impose une médiation croissante et une réactivité immédiate aux phénomènes. Quant aux données chiffrées

expliquerait plus de 28 % de tous les décès en Afrique, soit environ 2,9 millions de personnes par an (Ezzati *et al.*, 2003, cités par Benson et Shekar, 2006). À titre de comparaison, la famine de 1999 à 2000 en Éthiopie aurait, estime-t-on, directement causé la mort de 72 000 à 123 000 personnes, celle de 2001 à 2002 au Malawi serait responsable de la disparition de 47 000 à 85 000 personnes et seulement 13 000 à 48 000 décès pourraient être imputées à celle du Niger de 2004 à 2005 (Devereux, 2009). Depuis la fin du xx^e siècle, les famines tuent moins de personnes que les différentes formes de malnutrition associées aux maladies.

Les réponses humanitaires en situation d'urgence alimentaire, en dépit de leur légitimation politique et médiatique font toujours l'objet d'importantes controverses (Zant, 2012) : de nom-

breuses analyses ont, ainsi, msod 2)tro3063.6(M)-52thi7(b.3(lI26)-Offi(aly429.c1(m)-16.5(it)1m)0(e)]TJ415261440.0285TD(·)T956

années 2000. Force est de reconnaître qu'il ne provient pas du monde des agronomes, ni de la sphère économique et qu'il a davantage partie liée avec la géopolitique et les sciences du territoire.

Une approche en termes de « sécurisation alimentaire » mettra l'accent sur les actions et les apprentissages concourant à améliorer les conditions (et les étapes) d'une amélioration des situations alimentaires (*food security practices* et *food values chains*) (Kaplinsky, 2000).

Cela revient aussi à rendre compte des essais, des arrangements, des mobilisations de toute nature (lutte contre les asymétries d'information et de pouvoir), des gains possibles et des marges de manœuvre à rechercher (lutte contre les pertes et les gaspillages, par exemple), mêmes s'ils ne sont pas réalisés (*food actions chains*).

Cette approche conduit à s'intéresser aux actions concrètes en matière de gestion récurrente des aléas, des potentialités et des ressources (Mortimore et Adams, 2001), variables et inégalement réparties, de valorisation des pratiques profanes ou expertes (Vall *et al.*, 2011), de diffusion des innovations techniques et sociétales locales ou importées, de promotion des coordinations d'acteurs et de régulations collectives du risque, des ressources et des territoires (Prabhu Pingali *et al.*, 2005). La quête de « nouveauté » ne doit cependant pas conduire à oublier le passé. C'est pourquoi, une relecture attentive des trajectoires historiques peut se révéler riche d'enseignements (Fraser, 2007).

À ce niveau, la « sécurisation alimentaire » a donc une relative proximité avec le concept, polymorphe et mal délimité, de *gouvernance alimentaire*, qui semble presque déjà délaissé au profit de ceux de *souveraineté alimentaire* et de *droit à l'alimentation* (Hrabanski, 2011 ; Pouch, 2011 ; Postolle et Bendjebbar, 2012). Cela implique aussi d'inverser la perspective afin de considérer davantage « *les processus et les systèmes d'actions* » visant à mobiliser les savoirs et les ressources afin d'améliorer de manière durable les conditions d'approvisionnement des consommateurs urbains et ruraux (Hubert et Clément, 2006).

Dans cette perspective, la mise en évidence des dysfonctionnements au

sein des systèmes alimentaires peut constituer un préalable judicieux à toute intervention. En effet, derrière un ordonnancement annoncé et programmé (stratégies et cadres d'action), la sécurisation alimentaire présente son lot de processus non intentionnels : valorisation tardive de savoirs locaux, transferts spontanés de produits, mise en réseau d'acteurs socialement distants, rapports de pouvoir autobloquants. . .

La sécurisation alimentaire implique aussi que l'on cesse d'aborder le « problème » de la faim de manière trop sectorielle, en dépit de progrès et de réussites ponctuelles avérés : agronomiques (produire plus et mieux. . .), économiques (réduire la pauvreté, stabiliser les prix. . .) ou nutritionnels (nourrir et soigner « correctement » les populations vulnérables).

Les apports du dossier : questionner les connaissances, interroger les politiques

Le dossier « *La sécurisation alimentaire en Afrique subsaharienne* » a été construit à partir de deux exigences : s'appuyer sur des analyses originales, issues d'enquêtes de terrain et proposer des réflexions prospectives.

Le lecteur attentif y retrouvera trois questions à la fois transversales et centrales : celle de la formalisation, de la validation et de la diffusion de savoirs dans le domaine de la lutte contre les crises alimentaires et nutritionnelles ; celle de l'émergence et de la reproduction des situations d'insécurité alimentaire ; celle de la refondation de politiques régulatrices et incitatives plus efficaces.

Le paradigme des savoirs, des crises et des mobilisations

Le texte de Touzard et Temple (2012) répond à une double ambition : rappeler les limites des approches actuelles normées et un peu figées de la sécurité alimentaire ; en appeler à un changement complet de paradigme construit autour de la notion de sécurisation alimentaire (dont nous avons déjà longuement présenté la richesse dans les pages précédentes). La question des savoirs et des représentations (des risques et des crises) est également au cœur des articles de Bonnacase (2012) et de Michiels *et al.* (2012). Tous deux traitent de la situation du Niger, pays en butte à des crises agricoles, alimentaires et nutritionnelles répétées depuis plusieurs décennies et dont les perspectives à moyen terme ne laissent pas d'inquiéter. Le terme de « crise » est-il d'ailleurs encore approprié s'interrogent les auteurs ? Sans chercher à masquer la gravité des faits, ils ont plutôt cherché à dresser un bilan constructif – notamment en termes d'apprentissage – de la gestion passée et actuelle des crises.

La comparaison des deux dernières crises alimentaires et nutritionnelles (2004/2005 et de 2010/2011) permet à Michiels *et al.* (2012) de montrer que les dispositifs de prévention et de gestion des crises ont sensiblement évolué au Niger, à la fois dans leurs composantes techniques et politiques. Les outils mobilisés (notamment de réhabilitation nutritionnelle), malgré leurs limites, ne sont pas nécessairement inadaptés. La très grande vulnérabilité des populations et leur faible capacité de résilience explique bien davantage les difficultés d'une éventuelle « sortie de crise » et plaide pour l'élaboration de nouvelles formes d'accompagnement social et économique.

Pour sa part, Bonnacase (2012) revient sur une idée reçue : les décideurs n'ont pas attendu la crise de 2004-2005 pour découvrir les indicateurs nutritionnels. La prévalence de la malnutrition était établie depuis au moins les années 1990, mais elle n'était pas réellement prise en compte dans les dispositifs. Depuis, les enquêtes nutritionnelles se sont multipliées, sont désormais d'un usage courant et viennent légitimer certaines interventions.

La réflexion menée par Postolle et Bendjebbar (2012) sur la dimension politique du concept de souveraineté alimentaire nous éloigne, en apparence du moins, des contextes africains de crise. En réalité, sa force d'interpellation et de mobilisation est bien établie puisque c'est elle qui anime les débats dans de nombreuses arènes internationales et nationales. L'originalité du propos réside essentiellement dans la convergence progressive entre ce concept et le droit à l'alimentation. Elle implique des rapprochements futurs entre des acteurs qui n'intervenaient pas de concert dans les forums.

La dimension construite des situations d'insécurité alimentaire

Deux articles (Dury et Bocoum, 2012 ; Wannehain et Janin, 2012 [à paraître]) reviennent, avec des méthodologies différentes sur des terrains situés dans deux zones agricoles du Mali et abordent un aspect fondamental de la sécurité

alimentaire et nutritionnelle : sa dimension complexe et construite (Arditi *et al.*, 2011). Ils s'efforcent de montrer que l'insécurité alimentaire n'est pas, même dans des sociétés et des territoires fragiles, une fatalité naturelle ou historique mais qu'elle dépend également fortement de l'enchaînement temporel d'un ensemble de décisions humaines (en matière de gestion des stocks, des revenus, des dépenses, des charges...).

Partant de ce constat, Dury et Bocoum (2012) ont mis en évidence le caractère multicausal de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le rôle relatif de la production agricole en zone soudanienne malienne. La région de Sikasso est, en effet, exemplaire d'une situation paradoxale. Pourquoi cette région, dotée de fortes potentialités agricoles (Blein *et al.*, 2008), véritable « grenier vivrier », affiche-t-elle des indicateurs nutritionnels aussi mauvais ? S'appuyant sur des données d'enquête nationale, ils montrent que la consommation calorique et le score de diversité alimentaire des ménages de cette région est inférieure à celle de la plupart des autres régions maliennes. De nombreuses zones d'ombre subsistent pour hiérarchiser, à partir des données disponibles, les différentes causes explicatives de cette malnutrition et de cette alimentation déséquilibrée. Une des hypothèses explicative du paradoxe est celle d'un manque de temps pour s'occuper des enfants de la part des femmes, trop prises dans les activités productives agricoles.

Plus au nord, adoptant quasiment une démarche d'anthropologie économique, Wannehain et Janin (2012) se sont efforcés de décortiquer les modes de gestion des récoltes céréalières dans deux zones d'étude. Pour différenciés qu'ils soient, les mécanismes de prise de décision sont régis par certaines contraintes. Le niveau des dépenses d'exploitation et des charges alimentaires, la diversité des sources de revenus influencent fortement la « décision de mise en marché ». Ces comportements, loin d'être erratiques ou marginaux, ont une influence directe sur les niveaux des disponibilités céréalières réservées à la consommation et donc sur la satisfaction des besoins alimentaires.

Les trajectoires incertaines des politiques

Ce dossier réserve à la question « des politiques » (*policy*) – agricoles et de développement – une place de choix. Sans doute est-ce le signe de la fin d'un discrédit pesant sur une certaine forme d'action publique après plusieurs décennies de libéralisme. Sans doute est-ce aussi liée à l'intensité et la durée inhabituelle d'une crise multiforme entamée en 2008 qui met à mal nos schémas explicatifs.

D'où la floraison d'études récentes, sur l'instabilité des marchés et les outils d'information et de régulation à promouvoir (David-Benz *et al.*, 2012), d'où également les réflexions macros, plutôt prospectives, sur le devenir des systèmes agroalimentaires au Nord et au Sud (Esnouf *et al.*, 2011). Compte tenu de l'appartenance disciplinaire de leurs auteurs respectifs, la question du « politique » (au sens de *politics*), des jeux de pouvoir, des rapports de dépendance ou de connivence, reste néanmoins peu développée.

Quatre articles dressent un état de la question des politiques agricoles en Afrique subsaharienne et de leurs liens avec la sécurité alimentaire, à des échelles différentes :

- nationale, pour le Mali (Gérard *et al.*, 2012) ;

- sous-régionale, pour le marché du riz ouest-africain (Lançon et Mendez del Villar, 2012) ;

- régionale, pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (Benoit-Cattin et Dorin, 2012 ; Zoundi, 2012). Ils s'efforcent, de manière nuancée, de faire la part entre ce qui est à mettre au crédit ou au débit des politiques menées depuis les années 1960. Parallèlement, le lecteur y trouvera des développements originaux sur les « nouvelles politiques agricoles et alimentaires » (Maxwell et Slater, 2003 ; Von Braun, 2010) à mettre en œuvre pour œuvrer dans le champ de la sécurisation.

Benoit-Cattin et Dorin (2012) développent l'idée de l'hétérogénéité des « sentiers agricoles et alimentaires » de l'Afrique subsaharienne. Pour la mener à bien, ils s'appuient sur des séries chronologiques de données exploitables à partir des bases de données de la FAO. Ces dernières

montrent, s'il en est besoin, l'existence de différences non négligeables entre pays. Le lien communément établi entre la production agricole et la sécurité alimentaire est questionné à partir des données de disponibilité (indicateur de la consommation), de dépendance vis-à-vis de l'extérieur (indicateur du commerce), de productivité du travail (production par actif agricole) et de la terre (production par hectare). Si les disponibilités alimentaires individuelles comme la productivité agricole ont progressé entre 1960 et 2003, leurs progressions restent inférieures aux recommandations et à la croissance démographique.

Lançon et Mendez del Villar (2012) dressent, pour leur part, un bilan des effets des différentes politiques rizicoles mises en œuvre en Afrique de l'Ouest, depuis quatre décennies. Elles ont oscillé entre des options protectionnistes (soutiens à la production, protections douanières) et des options libérales (incitations fiscales aux importations, ouverture des frontières...) au gré des contextes et des gouvernements avec des résultats mitigés selon les pays. Eux aussi relèvent la divergence des trajectoires nationales. Comme les auteurs précédents, ils constatent la dynamique non démentie de l'offre (rizicole ici) au cours de cette longue période, croissance néanmoins insuffisante pour réduire la part des importations. La segmentation progressive des marchés du riz, les changements des modèles de consommation comme le facteur prix plaident pour la mise en place de politiques multidimensionnelles (intégrant la production mais aussi la transformation et la commercialisation dans le respect de l'évolution qualitative de la demande) à la fois plus pragmatiques et mieux adaptées à leurs contextes nationaux. À partir d'une analyse détaillée des politiques économiques conduites au Mali, qui ont, elles aussi, oscillé entre libéralisation et protection, Gérard *et al.* (2012) analysent leur impact sur la consommation alimentaire des ménages les plus pauvres. Et ce, alors même que cette question de l'ouverture et de la fermeture des frontières, des niveaux de fiscalité restent des sujets de controverse entre experts, politiques et/ou profanes, entre promoteurs du marché et souverainistes défenseurs des agricultures familiales,

par exemple. L'analyse de scénarios reflétant différents types de politiques montre *in fine* que ce sont les investissements directs agricoles qui devraient permettre de réduire le plus sensiblement l'insécurité alimentaire et que les effets des politiques de marché (libéralisme *versus* protectionnisme) ont bien peu d'effets sur la consommation alimentaire des populations les plus vulnérables.

Enfin, Zoundi (2012) nous invite à inverser la perspective en matière de (re-)formulation de politiques agricoles en Afrique subsaharienne. Plutôt que de proposer des cadres programmatiques fortement normés, il suggère de partir des fonctions essentielles des exploitations familiales agricoles, à la fois dans et hors du marché, pour construire de nouvelles politiques. Ces dernières, partant d'une analyse fine des contextes locaux, des expériences réussies (au sein de certaines filières), devront être territorialisées et concertées afin de faire face à des crises plus complexes. ■

Références

- David-Benz, C., et al., 2012. *World Development* 1 - 0.
- Esnouf, F., et al., 2011. *Global Environmental Change* 1 2 - 1.
- Gérard, M., et al., 2012. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants.*
- Lançon, C., et al., 2012. *Food Policy* 1 10 - 1.
- Lançon, C., et al., 2012. *Disease and Mortality in Sub-Saharan Africa.*
- Maxwell, J., et al., 2003. *Cahiers Agricultures* 21 - 10.1 / 2012.0.
- Von Braun, J., et al., 2010. *The Lancet* 1 (0) 2 - 0. 10.101 / 01 0- (0) 1 0-0.
- Zoundi, S., 2012. *Les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).*
- Zoundi, S., 2012.

1 1 - 0. *Economie Rurale* 0-200 . *Social Science & Medicine* 10.1 / .2012.0

2012. *Cahiers Agricultures* 21 10.1 / .2012.0

200 . *Journal of Agrarian Change* 10 - .

11- . 10.1 / .2012.0 *Food Policy* 10.101 / .2011.0 .00

2011. *Disasters* 0 - 0. 2012.

2002-0 *Annals of Anthropological Practice* 1 -20 . 10.1111/.21 - .

2011.010 *Journal of Peasant Studies* 10 - .

200 . 200 . *Food Security* 2 - 0.

Une catastrophe si naturelle. *Development Policy Review* 21 1- .

2012. *Revue Tiers Monde* 20 1 1- . 10. 1 / .20 .01 1

2012. *Les systèmes d'information sur les marchés agricoles en Afrique subsaharienne. De la première à la deuxième génération.* 1 .

200 . *Le monde peut-il nourrir tout le monde, sécuriser l'alimentation de la planète.* 200 .

200 . *Assuring food and nutrition security in Africa by 2020. Prioritizing actions, strengthening actors, and facilitating partnerships.* (1- , 200),

200 . *Global hunger index. the challenge of hunger: focus on the crisis of child.* () / 10. / / / / /

2011. *Food Security* 1 2 - . 10.100 / 12 1-00 - 000 -

2001. *Food Policy* 2 22 - .

2012. *Cahiers Agricultures* 21 2 - 2. 10.1 / .2012.0

2011. *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux semblants.*

2011. *Pour une alimentation durable. Réflexion stratégique du A-Lne.*

200 . *Lancet* 0 1 - 0.

2012. *Agronomic Sustainable Development* 2 - 0 .

200 . *Climatic Change* - 1 .

2012. *Cahiers Agricultures* 21 - . 10.1 / .2012.0 2

2011. *IDS Bulletin* 110, 200 .

2011. *NAPA BULLETIN* 2 1 -200. 10.1111/.1 - .200 .010 .

2012. *Cahiers Agricultures* 21 2 - 01. 10.1 / .2012.0

Cahiers Agricultures 21 - .

10.1 / .2012.0

2010. *Journal of Agrarian Change* 10 - .

200 . *Disasters* 0 - 0. 2012.

200 . *Food Security* 2 - 0.

200 . *Development Policy Review* 21 1- .

2012. *Cahiers Agricultures* 21 02-10. 10.1 / .2012.0

2001. *Global Environmental Change* 11 - .

2012. *Social Science & Medicine* - 1.

200 . *Afrique Contemporaine* 22 1 - . 10. 1 / .22 .001

200 . *Mondes en Développement* 1 0 - . 10. 1 / .1 0.00

2011. *Journal of Nutrition* 12 (.10) 210 -22.

200 . *Journal of Nutrition* 1 01 - .

2012. *Cahiers Agricultures* 21 1 -2 . 10.1 / .2012.0

2011. *Économies et sociétés, Ser « systèmes agroalimentaires »* 1 1 - .

200 . *Disasters* 2 () 1) -2 .

200 . *Global Environmental Change* 1 2 2- 2.

2011. *Development Policy Review* () 2 - .

200 . *Food Policy* 1-11.

2012. *Cahiers Agricultures* 21 2 - 01. 10.1 / .2012.0

, 1 . La situation des enfants dans le monde 1998.

, 2012.

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Actions visant à relever le défi global. Manuel de references. ()

, 2011.

. Cahiers

Agricultures 21 à i

, 2012.

. Cahiers

, 2011. 2010 Food Aid Flows.

Food Policy 12 - 1. 10.101 / . 2011.0 .00

Agricultures 20 2 - 00. 10.1 / . 2011.0

2011. // / / / /

, 2010.

/ 2 0 .

, 2012.

. New Biotechnology 2 - 2.

, 200 .

. Cahiers Agricultures 21 - . 10.1 / .2012.0 2